Rennes et Ouagadougou, ensemble contre Monsanto

Rennes et Ouagadougou (Burkina-Faso) marcheront ensemble demain, à l'occasion de la « Marche contre Monsanto et pour la souveraineté alimentaire ». La marche sera suivie dans cinquante pays, plus de vingt-cinq villes en France, dont cinq en Bretagne historique (Rennes, Lorient, Brest, Carhaix et Nantes). *« Nous défendrons une agriculture relocalisée et écologique permettant d'assurer aux producteurs un revenu juste et aux consommateurs des produits sains. »*, annonce le collectif organisateur de Rennes. Formé de dix-huit structures, incluant associations, syndicats et partis politiques – tels que Ingalan, Greenpeace et la confédération paysanne – le collectif a décidé cette année de jumeler la marche à celle de Ouagadougou : *« Nos marches seront liées dans la lutte contre le dictat de Monsanto et dans l'espoir de voir s'imposer une agriculture paysanne, souveraine et écologique, ici comme là-bas »*, assure-t-il.

Le jumelage a été initié par Ingalan, association bretonne de solidarité internationale, qui travaille avec le Burkina-Faso depuis 2007. Outre les liens avec les paysans brukinabè, l'association a fait le choix de jumelage cette année au vu de la tournure que prend la situation au Burkina-Faso. *« Monsanto, qui était déjà bien présent au Burkina-Faso avec le coton BT (variété de coton OGM, NDLR), compte désormais poursuivre son expansion avec la commercialisation d'autres semences OGM comme le maïs et le sorgho»*, dénonce Florian Constans, promoteur des programmes de développement à l'association Ingalan.

Du coton BT au maïs transgénique, la stratégie expansionniste de Monsanto

Monsanto a réalisé ses premiers essais de coton BT en 2001, en violation de la convention sur la diversité biologique de 1992 et du protocole de Carthagène sur la biosécurité de 2000. Deux traités internationaux, contraignant les pays à adopter une législation ainsi qu'à prendre les plus grandes précautions avant de commencer la culture d'OGM. En 2008, l'agence nationale pour la biosécurité, chargée de l'évaluation des risques dus à la culture d'OGM, autorise la production commerciale du coton BT pour 2009. Les premières grandes distributions de semences ont alors lieu. Pour séduire les procuteurs burkinabè, la firme fait miroiter son rêve productiviste : augmentation moyenne de rendement de 45 %, réduction des pesticides de six à deux passages et réduction des coûts de 62 %. Mais le climat burkinabé a eu raison de la biotechnologie. La pluviométrie très variable contraint parfois les paysans à ressemer, s'il ne pleut pas. Lorsque des semences à petit prix sont employées, cela a peu d'incidence sur le coût de production. Mais celui-ci devient beaucoup plus fort avec le prix élevé des semences OGM. L'apparition de chenilles et autres ravageurs résistants au gène ont aussi nuancé les promesses de réduction des pesticides.

Malgré tout, la culture de coton BT a continué son expansion au Burkina-Faso. Une invasion rendue possible par *« la complicité du gouvernement de l'époque, sans informer le peuple des risques encourus et bien sûr sans son avis »*, exprime le Collectif Citoyen pour l'Agro-écologie au Burkina-Faso. Aujourd'hui, le coton BT représente 70 % du coton produit dans le pays. Et ça n'est que le commencement : alors qu'elle reconnaissait, en début d'année, l'échec du coton BT, la firme annonçait l'entrée prochaine du maïs OGM. *« La situation du Burkina face aux OGM est exaspérante*, s'indigne Ousmane Tiendrébéogo, secrétaire général du SYNTAP (Syndicat National des Travailleurs de l'Agro-Pastoral). *Cela traduit un manque de volonté politique de s'en sortir. Du coton au départ, nous déplorons aujourd'hui la modification génétique de nos produits alimentaires ».* Le Collectif Citoyen met en garde sur la stratégie expansionniste de la firme Monsanto, qui *« entend faire du pays son laboratoire africain et une de ses portes d'entrée des OGM sur le continent. »*. Et d'ajouter : *« Derrière le maïs attendent le sorgho, le niébé (variété de haricot produit au Sahel, NDLR), l'oignon et la pomme de terre »*.

Face à cette expansion, des associations, telles que Ingalan et Yelemani (association burkinabé de promotion de l'agriculture biologique), accompagnent les paysans vers une agriculture durable. *« Nous développons l'agro-écologie dans le but d'atteindre la souveraineté alimentaire »*, témoigne Florian Constans, d'Ingalan. Un développement qui ne pourra se poursuivre si Monsanto continue à répandre des OGM dans le pays. *« S'engager pour le développement de l'agro-écologie et la souveraineté alimentaire au Burkina-Faso ne peut se faire sans prendre en considération les freins et les obstacles qui se dressent devant cette démarche »*, soutient le collectif rennais. Les militants espèrent que la marche fera pression tant sur Monsanto que ses consorts et mettra en garde la

population sur la réalité des OGM.

Le rendez-vous est donné à 14h, place de la mairie, à Rennes.

Ousmane Tiendrebeogo « Nous exigeons l'arrêt immédiat et l'annulation des contrats passés entre l'Etat burkinabè et la firme Monsanto »

Secrétaire général du SYNTAP (Sydicat National des Travailleurs de l'Agro-Pastoral), Ousmane Tiendrebeogo lutte contre les OGM, en proposant une agriculture écologique et locale.

– Quand et sur quelle initiative a été créé le SYNTAP?

« Le SYNTAP a été créé en 1998. En 2003 nous avons reçu notre récépissé, puis avons décidé d'être autonome. A ce moment les responsables de la filière coton avait entrepris de rendre la vie impossible aux producteurs. Nous avons donc créé ce syndicat pour, d'une manière générale, protéger les intérêts des paysans toutes filières confondues. C'est pourquoi aujourd'hui nous sommes opposés aux accaparements de terres par les OGM, et contre toute forme d'arnaque, qui conduit à la dépossession de notre agriculture. Nous avons pour mission d'informer, de former, d'alphabétiser, rechercher des partenaires techniques et financiers, organiser des actions de plaidoyer, etc. »

– Quels sont vos liens avec les acteurs de la solidarité internationale et groupes militants Bretons?

« Excellents ! Nous sommes en contact avec Ingalan depuis

2013, année du premier Mamm Douar (festival organisé par Ingalan, NDLR) à St Nolff (56) où nous étions plusieurs invités burkinabè. Je suis intervenu alors dans une conférence débat sur le thème de l'accaparement des terres. Il y a ensuite eu une autre conférence à Morlaix avec Jacques Caplat et Marc Dufumier, là plus sur la problématique des OGM. Depuis les relations entre Ingalan et le Syntap n'ont pas cessé et nous travaillons main dans la main avec d'autres structures pour les marches du 23 mai. »

– Pourquoi part
iciper à la marche contre Monsanto de Ouagadougou?

« Parce que la production des OGM va entrainer une catastrophe humaine. 86% de population ne peuvent vivre hors de leurs champs. La société civile burkinabè est debout depuis l'insurrection d'octobre. Si nous voulons bloquer les projets de Monsanto, c'est cette année. La marche mondiale est une bonne occasion à saisir. Nous exigeons l'arrêt immédiat et l'annulation des contrats passés entre l'Etat burkinabè et la firme Monsanto, ainsi qu'un moratoire sur l'importation, la dissémination et la production des OGM au Burkina Faso pendant au moins dix ans. Nous demandons l'élaboration de politiques et de programmes d'appui l'agroécologie, à l'agriculture familiale, à la production des semences locales, à la promotion des produits locaux. »

Les dates clés :

*– **2001**, Monsanto réalise ses premiers essais de coton OGM au Burkina-Faso, dans le plus grand secret*

*– **2003**, les OGM sont introduits officiellement, avec le soutien du gouvernement de Blaise Compaoré*

*– **Février 2007**, la Coalition pour la conservation du patrimoine génétique africain organise une caravane pour sensibiliser et informer la population sur le danger que représentent les OGM*

*– **2008**, l'agence nationale pour la biosécurité autorise la production commerciale de coton OGM pour 2009*

*– **Octobre 2014**, suite au soulèvement populaire, M. Compaoré, président depuis 27 ans, démissionne*

*– **2015**, Monsanto annonce son projet d'implantation du maïs OGM. Le collectif citoyen pour l'agro-écologie, regroupant organisations et individus de la société civile, appelle à particper à une marche contre Monsanto et pour la souveraineté alimentaire.*